

*[Texte]*

work is seen as low status and therefore given a low priority, creating another job ghetto for women.

In order to ensure quality service to those who are working in this field, as well as to those requiring the services, priority must be given to child care. Social and financial policies must be put in place in order to recognize the extremely important job of taking care of our children.

The reality of the situation in 1986 is that women work. And let us not forget that women work for the same number of reasons... as varied as men's reasons. In our striving for equality, we must recognize that without adequate, affordable day care, we will continue to make women economically and socially dependent upon men: as the expression goes, "One man away from welfare".

For women who are mothers, a major barrier to equality in the work place as well as on our farms and in other places not traditionally seen as the work place is an absence of affordable quality child care. Although both parents are required by law to care for their children, by custom mothers still remain the primary care-givers of their children. As mothers, they pay a major part of the cost of inadequate child care, either by forfeiting their chance for a job because of the absence of a good support system or through their impaired participation in their present employment.

In this province, for instance, many women are seasonally employed in occupations such as fish processing plants; in jobs at these plants. This may in fact be the only employment that is available to these women. This type of job often requires overtime at little or no notice, and without an adequate child care system many women are forced to refuse the extra time, and therefore the money, oftentimes badly needed, for their families.

Mothers cannot assume additional and challenging responsibilities in the paid labour force without a dependable, quality, affordable support system; a quality system which would provide stable, consistent, and stimulating care for their children. Such a system would allow women to direct their energies to employment, to training, or to volunteer work, as they chose. Part of the reason why men are able to direct so much of their energy to their employment is that a much smaller portion of their time is directed at child care.

We recognize that parents do have the primary responsibility for child care. However, we also recognize that not all parents are able to provide this care on a full-time basis, for economic, for health, or for social reasons. Society therefore also has a responsibility to ensure that these children receive at least minimal standards of care.

While society must provide care for children when parents are unable to provide it, this does not mean that parents will

*[Traduction]*

peu prioritaire, ce qui crée un autre ghetto d'emplois pour les femmes.

Afin de garantir un service de qualité à ceux qui travaillent dans le secteur, de même qu'à ceux qui se prévalent des services, on doit accorder la priorité au soin des enfants. On doit mettre en place des politiques sociales et financières afin de reconnaître l'importance extrême du travail que comporte le soin de nos enfants.

Il faut bien reconnaître qu'en 1986, le travail de la femme est une réalité. N'oublions pas que les femmes travaillent pour les mêmes raisons, tout aussi diversifiées, que les hommes. Dans notre quête d'égalité, têtue, nous devons reconnaître que sans garderies de qualité et abordables, nous perpétuerons la dépendance sociale et économique des femmes envers les hommes: on connaît bien l'adage: «Sans l'homme, c'est l'assistance sociale».

Pour les femmes qui sont mères, un obstacle majeur à l'égalité au travail, de même que dans les fermes et dans d'autres endroits que l'on n'a pas l'habitude de considérer comme lieux de travail, c'est l'absence de soins de qualité abordable pour les enfants. Même si les deux parents doivent, suivant la loi, s'occuper de leurs enfants, la coutume veut que les mères soient les premières responsables du soin des enfants. En tant que mères, elles paient une part du coût des soins médiocres donnés aux enfants, soit en renonçant à la possibilité d'un travail à l'extérieur, étant donné l'absence d'un bon réseau d'appui, soit en se contentant d'une participation bancale à leur travail actuel.

Dans notre province, par exemple, beaucoup de femmes ont des emplois saisonniers dans les usines de transformation du poisson; elles trouvent du travail dans ces usines. C'est sans doute le seul travail qui s'offre à ces femmes. Ce genre d'emploi exige souvent du travail supplémentaire, sans grand préavis, et beaucoup de femmes qui ne peuvent pas compter sur un bon réseau de soins pour enfants sont forcés de refuser le temps supplémentaire, donc la rémunération, dont le plus souvent leurs familles ont besoin.

Les mères ne peuvent pas assumer les responsabilités supplémentaires et exigeantes du marché du travail sans pouvoir compter sur un réseau d'appui abordable, de qualité et fiable. Un réseau de qualité qui offrirait des soins stimulants, constants et stables pour leurs enfants. Un tel réseau permettrait aux femmes de consacrer leurs énergies à leur emploi, à leur formation, ou encore au travail de bénévole, selon le cas. Si les hommes peuvent consacrer tant de leur énergie à leur emploi, c'est notamment dû au fait qu'une partie beaucoup plus petite de leur temps est consacrée au soin des enfants.

Nous reconnaissons que les parents sont les premiers responsables du soin des enfants. Toutefois, nous reconnaissons que ce ne sont pas tous les parents qui peuvent offrir ces soins à temps plein à leurs enfants, et ce, pour des raisons sociales, économiques et de santé. La société, par conséquent, a donc elle aussi la responsabilité de garantir que ces enfants reçoivent au moins des soins minimums.

Même si la société doit s'occuper des enfants quand les parents ne le peuvent pas, cela ne signifie pas que les parents